

ANNEXE 13

Patrimoine culturel

Processus d'acquisition de Terres de la zone d'extension Ouéléba Nord

1. Objet de la présente note

Une zone d'extension dite Ouéléba Nord apparaît désormais nécessaire au développement de la mine, au-delà des emprises couvertes par le PARC Mine approuvé en décembre 2023.

La présente note précise le processus de planification des compensations qui sera suivi pour cette zone d'extension.

2. Evaluation des impacts

- Surface totale de la zone d'extension : 245,14 ha
- Surface de forêt classée : 213,17 ha
- Surface de cultures : 1,93 ha
- Surface de plantations : 6,48 ha
- Nombre de parcelles : 8 dont 2 champs et 6 plantations
- Déplacés économiques : 8
- Déplacés physiques : 0

La carte présentée en annexe montre la localisation de la zone par rapport aux emprises couvertes par le PARC Mine. La communauté concernée est Nionsomoridou dans la Préfecture de Beyla.

Les terres concernées se situent presque entièrement dans la forêt classée du Pic de Fon. A ce titre, et conformément aux principes du PARC Mine, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'une compensation par le Projet puisqu'elles appartiennent à l'Etat. Seuls les biens situés sur lesdites terres (cultures saisonnières et cultures pérennes) feront l'objet d'une compensation par le Projet. Toutes les parcelles agricoles identifiées sont situées à l'intérieur de la Forêt Classée.

3. Statuts des inventaires

Un nombre significatif d'arbres fruitiers a été identifié (5517), tous situés sur 6 parcelles à usage de plantation (sur 8 parcelles agricoles en tout). La ventilation de ces arbres fruitiers par espèce figure au tableau suivant :

Essence	Total
Ananas	267
Avocatier	422
Bananier plantain	557
Caféier	432
Citronnier	249
Colatier	177
Goyavier	308
Mandarinier	429
Manguier	222
Néré	608
Oranger	220
Palmier	1626
Total	5517

Les usagers des parcelles ont été également identifiés dans le cadre des opérations d'inventaire.

4. Principes de planification des compensations

La pratique habituelle dans ce type de situation veut qu'un nouveau document de planification de type PARC ne soit pas nécessaire. Compte tenu du caractère modeste des impacts et notamment de l'absence de déplacement physique, et du fait qu'un nouveau type d'impact n'apparaît pas (les impacts concernent uniquement des terres agricoles tout à fait semblables à celles qui ont été affectées et compensées dans le cadre du PARC Mine), un nouveau PARC traitant uniquement de cette zone n'est pas nécessaire. Un amendement à la matrice n'est pas nécessaire, et les principes du PARC Mine peuvent être appliqués sans changement puisque les impacts de la zone d'extension sont de même nature exactement que ceux traités dans le PARC Mine.

Un nouveau processus de consultation n'est de même pas nécessaire puisque les impacts et les modalités de leur compensation ont fait l'objet de consultations approfondies tout au long de l'année 2023, se concluant par l'approbation du PARC et du GLAC qui le résume et l'illustre par les communautés concernées, notamment celles de Moribadou et Nionsomoridou qui sont de nouveau affectées par cette zone d'extension. En outre, les impacts de la zone d'extension sont suffisamment modestes pour que les impacts cumulatifs ne nécessitent pas un changement d'approche dans la restauration des moyens de subsistance.

Cette zone d'extension pourra faire l'objet d'un bref addendum de quelques pages pour documenter le processus. Celui-ci, établi après que les compensations auront été notifiées et payées, comportera, sur la base de la présente note :

- Un rappel des impacts ;
- Le montant total des compensations ;
- La confirmation de l'accord de toutes les PAPs sur leur compensation.

5. Annexe – Carte de localisation de la zone d'extension et des parcelles agricoles identifiées

